

Simon Imbert-Vier

6 place du Lycée - 13001 Marseille

Tél. 04 91 92 84 74

courriel: simon.iv@laposte.net

Doctorant en histoire contemporaine

sous la direction de Colette Dubois

Centre d'Etudes des Mondes Africains (CEMAf-Aix)

Compte rendu de visite aux archives de la compagnie du chemin de fer djibouto-éthiopien (CDE) Addis-Abeba, les 14, 15 et 17 août 2007

Etant à Addis Abéba pour mes recherches en cours sur les frontières à Djibouti (avec un financement partiel du Centre Français d'Etudes Ethiopiennes, dirigé par François-Xavier Fauvelle), j'en ai profité pour aller voir où et dans quel état se trouvaient les archives de l'ancien «Chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis Abeba», fleuron et symbole de la présence française dans la Corne de l'Afrique au XX^e siècle.

Grâce à un de mes anciens étudiants de français, Solomon Lemma, responsable de la communication de la compagnie jusqu'à l'année dernière, j'ai rencontré Ato Asrat Mekonnen, responsable administratif de la société.

Ato Asrat m'a mis en contact avec Bezunesh Tamru, maître de conférence en géographie à l'Université de Lyon II, qui m'a appris que l'association «Archivistes sans Frontières», (dont la présidente est Danièle Neirinck et le secrétaire général Edouard Vasseur) a effectué une mission au CDE à l'été 2006 (avec Anne-Sophie Maure et Céline Fournier) et doit revenir en octobre 2007.

Ayant obtenu l'accord d'Ato Tuim Tekfal, le directeur de la société, j'ai pu visiter différents lieux où des archives sont entreposées dans et autour de la gare d'Addis Abeba. Cette visite a duré environ 3 heures 30 en tout, les 14, 15 et 17 août 2007.

La société du chemin de fer connaît actuellement une grande précarité. Une tentative de privatisation a échoué en 2007 et la moitié du personnel a été licenciée l'année dernière. Ses propriétaires, les gouvernements éthiopien et djiboutien, ne semblent pas prêts à assurer les investissements nécessaires à la relance de l'activité.

Recherchant de l'argent pour survivre, la société loue ses bâtiments. Ainsi en 2007, un local d'archives a été vidé et son contenu empilé dans un autre bâtiment. Que se passera-t-il si ce bâtiment, ou un autre local contenant des archives, est loué à son tour ou si la société disparaît ?

L'objet de ce rapport est de décrire la situation actuelle des archives du chemin de fer, dans et autour la gare d'Addis Abeba, et d'alerter sur l'urgence de solutions permettant leur sauvegarde et leur accès par les chercheurs.

Il existe aussi des archives du chemin de fer à Dire Dawa dont la situation est paraît-il moins critique.

Au vu des réactions très positives qu'a suscitées ma visite, on peut penser que l'administration de la société est consciente de ces problèmes et prête à une solution qui d'une part permettrait la conservation de ces documents irremplaçables, et d'autre part lui enlèverait la charge matérielle. Si en 2006 le CDE avait refusé le départ de ses archives, on peut espérer que l'aggravation de la situation a fait évoluer sa position, même si la compagnie souhaite semble-t-il conserver la propriété de ses archives.

Description des archives

J'ai visité six lieux dans lesquels se trouvent des archives. Il est possible que des documents se trouvent aussi dans d'autres endroits.

Quelques grands sacs remplis de documents au statut indéterminé, probablement récents, se trouvent par exemple au fond du couloir du premier étage de la gare.

Solomon Lemma a par ailleurs réuni une collection de photos et de documents anciens, à l'occasion d'une exposition qu'il a réalisée en 1997. Ces pièces se trouvent à la gare, mais des raisons pratiques m'ont empêché de les voir.

A. Archives du personnel

Les archives du personnel (encore en activité, ou en tout cas en relation avec la société) sont conservées au premier étage de la gare, dans le bureau du personnel. Ils représentent environ 20 m.l. de classeurs, plus un certain nombre de dossiers empilés.

Ces dossiers sont utilisés par la société et ne posent pas de problème de conservation aujourd'hui.

B. Archives financières

Dans un bâtiment proche de la gare se trouvent les services financiers (comptabilité, contrôle...), dans trois pièces marquées «Archives de sec. Recettes», «Archives de sec. Enregistrement» et «Archives des dépenses». Je n'ai pas visité ces pièces, mais il s'agit de documentation comptable et financière, encore utilisée. Un local utilisé par le contrôle est également rempli de dossiers.

C. Archives déménagées

Dans le même bâtiment (où se trouve également la bibliothèque, actuellement remplie par le mobilier de l'ancienne maison du directeur), ont été déposées des archives venant d'un local loué. Une partie de ces archives sont dans des sacs, dans le couloir ou dans une pièce où est également entreposé du matériel de bureau. Certains dossiers, encore utiles probablement, ont été sortis des sacs et empilés. Le volume total peut être évalué à moins de 3 m³.

D. Le garage

Dans un terrain proche de la gare se trouve l'ancienne maison du directeur de la société (dit «guebi Gerbal»). Dans un des garages (environ 25 m²) ont été stockés des documents, probablement en plusieurs fois.

Dans la première partie de la pièce, quatre étagères (dont une en partie renversée), contiennent des classeurs ou dossiers empilés (sur environ 40 m.l.). Au milieu de ces étagères se trouve un tas de documents et dossiers, empilés par terre ou tombés des étagères, plus ou moins abîmés et en vrac.

Il s'agit de dossiers de gestion, de correspondances (par thème ou chronologique), d'études techniques... Les documents que j'ai vus étaient tous postérieurs à 1940, mais je n'en ai eu qu'une vision très sommaire vu l'impossibilité d'accéder à la plus grande partie sans piétiner les dossiers par terre.

La majorité des documents semble plutôt en bon état, couverts de poussière mais encore dans les dossiers d'origine et donc protégés.

Dans la deuxième partie de la pièce se trouvent jetés en vrac de grands sacs remplis de dossiers. Je ne les ai pas ouverts. J'en estime le volume à une dizaine de m³.

Le cagibi

A l'arrière de l'ancienne maison du directeur, dans un petit local, se trouvent environ 6 m.l. de dossiers divers (personnels, comptables ou administratifs) sur des étagères, 1 m.l. posés sur des tables, et un carton rempli de dossiers personnels.

L'ensemble est plutôt en bon état, si l'on excepte la couche de poussière. Par terre se trouve un tas de documents qui paraissent par contre difficilement récupérables.

La cave

Sous l'escalier qui mène aux bureaux du premier étage de la gare, se trouve un autre escalier qui descend dans une petite pièce. De là on accède à un deuxième local, d'une quinzaine de m², où se trouvent quatre étagères à quatre niveaux, contenant environ 60 m.l. de documents. Ce sous-sol n'est pas éclairé ; les investigations se sont faites à la lueur d'une bougie, puis avec des lampes de poche lors d'une seconde visite.

Certains dossiers ont été emballés, certainement pour être protégés. J'ai vu des dossiers administratifs, des documents techniques, des rapports techniques ou administratifs, des photos... Il semble qu'une partie de ces documents ont été entreposés afin d'être conservés, ce qui signifie peut-être qu'ils ont été triés. Le plus ancien document que j'ai repéré est un dossier étiqueté : « Inspection des finances, de 1913 à 1916 ». La plus grande partie semble cependant postérieure à la seconde guerre mondiale, sous réserve des dossiers emballés.

Conclusion

Ce qui reste des archives du CFE à la gare d'Addis Abeba est aujourd'hui en danger. Une partie importante est menacée physiquement de disparition par ses conditions de conservation. Le reste n'est pas directement menacé aujourd'hui, mais de grandes incertitudes pèsent sur son avenir. La situation s'est dégradée depuis la mission de 2006 et le pire est possible dans un avenir proche.

Cette documentation au riche potentiel historique est importante en volume. A titre de comparaison, les archives coloniales transférées de Djibouti et maintenant au Centre des Archives d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence représente environ 130 m.l.

La Compagnie du chemin de fer fut la première et longtemps une des plus importantes sociétés d'Ethiopie. Son rôle politique, social, économique, fut très important au long du XX^e siècle. Il est indispensable pour écrire l'histoire de l'Ethiopie contemporaine, et d'un pan de l'histoire industrielle et coloniale française, que ces archives soient regroupées, classées et rendues accessibles aux chercheurs.

Besoins et préconisations

Dans un premier temps il est nécessaire de mettre ces archives en lieu sûr (au moins celles actuellement dans le garage, le cagibi et la cave, soit environ 100 m.l. plus 10 m³, sous réserve de tri). La structure idoine est les Archives nationales éthiopiennes (National Archives and Library of Ethiopia, NALE, <www.nale.gov.et>).

Je n'ai pas eu le temps de les contacter, mais elles ont été mis en relations avec le CDE à l'occasion de la mission d'« Archivistes sans Frontières » de 2006. De plus, à la suite d'une mission de Denise Ogilvie (des Archives nationales) et Anaïs Wion en 2001, puis divers échanges, il existe une convention et un programme de coopération entre les Archives nationales, la Bibliothèque nationale de France et les NALE. C'est en partie dans ce cadre qu'« Archivistes sans Frontières » envoie une équipe de trois personnes en octobre 2007

au CDE pour tenter un sauvetage d'urgence et regrouper les documents éparpillés (tout en conservant la trace de leur dépôt d'origine).

Un problème est le lieu de ce regroupement. Les NALE ne peuvent pas aujourd'hui l'accueillir, leur nouveau bâtiment n'étant pas encore disponible. Ce devrait être une question de mois. De plus, les modalités actuelles de conservation de ces documents font que leur état sanitaire est douteux (présence possible de champignons, par exemple). Il pourrait être dangereux de les intégrer dans un dépôt d'archives sans les avoir au préalable au moins dépoussiérés et vérifiés.

Il faut donc disposer d'un local pour entreposer et gérer ces archives temporairement. Malheureusement d'après mes constatations il n'y en a plus de disponible dans les bâtiments du chemin de fer. La bibliothèque, envisagée auparavant, est maintenant remplie de meubles.

Ensuite il faudrait que quelques personnes soient chargées, avec des directives, un cadre de classement et un contrôle d'archivistes français et éthiopiens («Archivistes sans frontières», les NALE et les Archives nationales), d'un premier nettoyage, tri et récolement de ces documents. On peut estimer qu'il suffirait d'un an à une équipe de trois personnes, francophones et bien encadrées, pour mettre ces archives en état d'être transférées aux NALE et les rendre disponibles pour les chercheurs, si ce n'est complètement inventoriées. Il s'agit d'une approximation personnelle qui donne un ordre de grandeur, la mission d'octobre pourra faire une estimation précise en fonction des caractéristiques détaillées des archives et de la situation sur place.

Actuellement «Archivistes sans frontières» dispose du financement de la mission de deux semaines en octobre 2007 pour trois archivistes «de choc». Par contre rien n'est actuellement prévu pour la suite (les frais éventuellement liés à un local temporaire et le financement du nettoyage et du tri), même si la Direction des archives de France souhaite la réussite de cette opération.

Il serait donc souhaitable d'avoir avancé dans la définition et l'organisation de ces solutions (local...) avant l'arrivée de la mission d'octobre. Les délais sont courts et demandent une forte mobilisation.

Si une solution parvenait à se mettre en place pour la sauvegarde de ces archives, je suggère l'embauche de Solomon Lemma parmi les membres de l'éventuelle équipe de tri et de premier récolement. Dans le cadre de ses activités professionnelles antérieures, il a co-réalisé l'exposition du centenaire du chemin de fer en 1997 et réuni une importante collection de photos sur le sujet, conservée à la gare. D'une famille «cheminote», il est francophone et très motivé pour continuer ce travail.

Je remercie tous ceux qui ont aidé ma démarche : le personnel du chemin de fer (Ato Tuim, Ato Asrat, Ato Asfaw, Ato Genzeb), Solomon Lemma, Bezunesh Tamru, Shiferaw Bekele de l'Université d'Addis Abeba, Evelyne Camara, conservatrice au Centre des Archives d'Outre-Mer à Aix-en-Provence, et le CFEE ; ainsi qu'Edouard Vasseur et Anaïs Wion qui m'ont communiqué des informations supplémentaires.

Archives comptables et financières en cours



Vue d'un bureau d'archives depuis l'extérieur.

Les archives déménagées



Sacs dans le couloir.



Documents empilés ou encore dans des sacs.

Le garage



Le garage.



La maison, le cagibi est à l'arrière.

Le « guebi Gerbal ». Au fond le garage, à droite la maison.



La première pièce. Au fond à droite, l'étagère effondrée, au milieu des dossiers en vrac.

Le garage (suite)



Vues du tas de dossiers.



L'étagère à gauche en entrant.



Les sacs empilés dans la seconde partie.



Trois dossiers au hasard, de 1949, 1969 et 1973.

Le cagibi



Une étagère. En bas à droite : le carton de dossiers personnels.

La porte d'accès.



Une table. Par terre, un tas de papiers.



L'autre table, et des étagères.



Deux dossiers personnels (1954-57 et 1970-76) et un dossier comptable.

La cave



Les documents sont sur des étagères.



Il y a aussi des photos.



Certains dossiers ont été emballés, le reste est plus ou moins rangé.



Des dossiers sur Djibouti, la Sté des Eaux de Dire Dawa et le plus ancien que j'ai vu.